



Le président du Mexique, M. Luis Echeverria s'entretenant avec le premier ministre Trudeau, M. Mitchell Sharp, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres membres du Cabinet, au cours d'une visite du président du Mexique à Ottawa en 1973.

On voit sur la photo, de gauche à droite: le ministre des Affaires étrangères du Mexique, M. E. Rabasa, M. Echeverria, M. Trudeau, M. Sharp, et M. John Turner ci-devant ministre des Finances.

Photo: Presse canadienne

développement et a engagé 300 millions de dollars pour aider à financer les activités de développement de la Banque en Amérique latine.

Le Canada fait maintenant partie de plusieurs organismes interaméricains spécialisés dans des domaines tels que la santé, la géographie, l'agriculture et l'administration fiscale.

Programmes d'assistance

En outre, depuis 1970, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a réalisé un programme de coopération et d'assistance techniques dans plusieurs pays d'Amérique latine, notamment en Colombie, au Pérou, dans les pays d'Amérique centrale, à Cuba, à Haïti et au Brésil. Au cours de la

même période, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada a établi en Amérique latine plusieurs importants programmes de recherche sur les problèmes des pays en développement, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de la santé. Le Service universitaire canadien outre-mer

(suite à la page 6)

Biographie de M. Pierre-Elliott Trudeau, premier ministre du Canada

Monsieur Trudeau est né à Montréal en 1919. Il a fait ses études secondaires au Collège Jean-de-Brébeuf, à Montréal. Licencié en droit, avec distinction, de l'Université de Montréal, il a été reçu au Barreau de la Province de Québec en 1943. Après avoir obtenu une maîtrise en économie politique à l'Université Harvard, il a fait des études supérieures en droit, en économie et en sciences politiques à l'École des sciences politiques de Paris et à la *London School of Economics*.

Ses études terminées, il a été fonctionnaire au Bureau du Conseil privé à Ottawa, après quoi il a pratiqué le droit au Québec, surtout dans le domaine du droit ouvrier et des droits civils. En 1961, il était nommé professeur adjoint à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, où il enseigna le droit constitutionnel et les droits de l'homme. Il a aussi entrepris divers travaux de recherche à l'Institut de recherches en droit pu-

blic de cette Université.

Monsieur Trudeau a été élu à la Chambre des communes en 1965. Il fut nommé secrétaire parlementaire du premier ministre, le très honorable Lester-B. Pearson, en janvier 1966. En avril 1967, il était nommé ministre de la Justice et procureur général du Canada. En avril 1968, il devenait premier ministre du Canada. Il a été réélu aux élections générales d'octobre 1972 et à celles de juillet 1974.

Au mois d'avril 1966, monsieur Trudeau faisait partie de la délégation canadienne à la réunion, à Paris, de l'Association interparlementaire France-Canada. De septembre à décembre 1966, il a été délégué canadien à la vingt et unième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, où il était membre de la Commission politique spéciale. En février 1967, monsieur Trudeau a entrepris une tournée des États francophones d'Afrique, au nom du premier ministre et du secrétaire

d'État aux Affaires extérieures, afin de déterminer le rôle que le Canada pourrait jouer dans la formation d'une Association culturelle des pays de langue française. Il a joué un rôle capital à la Conférence des chefs de Gouvernement du Commonwealth, qui s'est tenue à Singapour en janvier 1971 et fut l'hôte de cette même Conférence lorsqu'elle s'est tenue à Ottawa en août 1973.

Monsieur Trudeau a écrit abondamment sur le thème de la réforme des institutions politiques et sur la théorie et la pratique du fédéralisme. Ses articles, essais et manifestes ont paru dans plusieurs revues et journaux du Canada et de l'étranger. Il est l'auteur d'une étude sociale de la société canadienne-française intitulée *Le Fédéralisme et la Société canadienne-française*, qui reproduit certains de ses articles et essais antérieurs et contient une critique de sa pensée sur le fédéralisme et la constitution. Il a été l'un des fondateurs de la revue réformiste *Cité Libre*.